

DOCUMENT DE TRAVAIL N° 1

QUELQUES REFLEXIONS SUR LA NOTION DE
"PETITE PRODUCTION MARCHANDE"

Jean-Loup AMSELLE et Emile LE BRIS

Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales
CENTRE D'ETUDES AFRICAINES
54,Bd Raspail 75006 Paris

Juin 1981

Jean-Loup AMSELLE et Emile LE BRIS. Quelques réflexions sur la notion de "petite production marchande".

L'utilisation de la notion de "petite production marchande" pour désigner le "secteur informel" en Afrique pose plus de problèmes qu'elle n'en résout. Vagues, imprécis, les termes employés pour définir ce "secteur" ne parviennent pas à élucider les mécanismes de son fonctionnement. Les expressions "spontané", "non structuré", "transitionnel" ou "marginal" cernent davantage le lieu d'une absence que les caractères positifs d'un domaine économique. A travers l'utilisation de ces concepts attrape-tout est visée une frange économique, ni capitaliste ni "traditionnelle", qui englobe des activités fort différentes bien que toutes situées dans la mouvance du capitalisme. Dans l'impossibilité d'élaborer une analyse cohérente de branches d'activité originales telles qu'artisanat, maraîchage urbain ou commerce de cola et de poisson séché par exemple, on les jette dans un fourre-tout conceptuel qui reçoit des appellations différentes en fonction de la mode du moment ou de la pente de tel ou tel auteur. Qu'il s'agisse du qualificatif "spontané", "non structuré", "informel", "transitionnel" ou "marginal" on est bien en peine de trouver un champ d'application précis à ces notions en trompe-l'oeil. Ces activités, parce qu'elles occupent une fonction précise dans l'économie globale, ne sauraient être qualifiées de "spontanées" ou de "marginales". Ressortissant à des rapports de production et d'échange précis et inscrites dans des structures de classe propres à chaque pays africain, elles ne peuvent davantage être considérées comme "informelles" ou "non structurées", notions qu'on pourrait d'ailleurs appliquer avec plus de pertinence aux appareils d'Etat de nombreux pays africains. Enfin, marquant une réelle continuité entre la campagne et la ville, ces systèmes économiques ne peuvent pas non plus être regroupées sous le vocable "transitionnel".

En réalité il s'agit d'une terminologie évolutionniste ou négative qui ne permet pas une appréhension correcte des phénomènes sociaux concrets. L'incertitude terminologique qui préside à la définition de ce secteur a certainement une origine intéressée : sans doute s'agit-il de dissimuler les véritables ressorts d'un système dont chacun s'accorde à vanter la souplesse, l'efficacité et le bas prix de revient. Mais elle trahit également l'embarras des économistes et des planificateurs devant des faits qu'ils repèrent mal. Le "secteur informel" émerge dans le champ de la connaissance dans des conditions historiques déterminées (développement des idéologies interventionnistes) et fonctionne comme un référent que les auteurs se transmettent sans critique. Ce référent a toutes les caractéristiques des stéréotypes projetés sur l'Afrique précoloniale : irratio-

nalité économique, sociétés sans histoire, absence d'initiative des agents économiques, autosubsistance. Une telle vision des sociétés africaines est totalement irréaliste.

Ce phénomène est également le lot commun des anthropologues et des géographes lorsqu'ils essaient de caractériser à l'aide de critères précis les sociétés rurales ou primitives. Dans ces disciplines il existe aussi une tendance à définir ces sociétés par un manque et, en somme, dans cette optique il ne paraîtrait pas monstrueux d'appliquer les qualificatifs "marginal", "informel" ou "non structuré" au milieu rural africain dans son ensemble, dans la mesure où celui-ci ne fait pas pleinement partie du mode de production capitaliste. En poussant le raisonnement jusqu'au bout, on pourrait également estimer que les deux pôles, urbain et rural, des activités informelles présentent quelques similitudes et que c'est bien l'ensemble qu'il s'agit d'analyser.

Le parfum marxiste qu'ajoute l'emploi de la notion de "petite production marchande" ne fait pas, à notre avis, beaucoup avancer les choses. Chez Marx cette notion n'est utilisée que dans un cadre polémique et elle n'a de sens que comme repoussoir. Ainsi dans le chapitre sur la genèse de la rente foncière, Marx (1968 : 1395-1396) ferraille-t-il contre ceux qui confondent production pour le marché et capitalisme. "Même lorsqu'elles présentent quelque analogie avec l'agriculture capitaliste, comme à Carthage ou à Rome, les exploitations agricoles de l'Antiquité ressemblent plus à l'économie coloniale qu'à de véritables exploitations capitalistes. Il existe entre les deux une analogie de formes qui ne peut faire illusion à ceux qui ont véritablement compris le mode de production capitaliste et qui, contrairement à M. Mommsen, ne croient pas en reconnaître l'existence dans n'importe quelle "économie mercantile" (souligné par nous J.-L. Anselme et E. Le Bris). Pour Marx, il est clair que la production de marchandises ne se développe pleinement que dans le cadre de l'économie capitaliste et que, par conséquent, le commerce, l'usure ("les formes antédiluviennes du capital") et la production pour le marché ("l'économie mercantile") ne sont que des phénomènes seconds par rapport à un mode de production donné : l'esclavage, la féodalité etc... Poussée à l'extrême, cette proposition aboutit à considérer dans une optique structuraliste, que le "mode de production petit marchand" n'est qu'un mode de production virtuel (Dallbar 1965 : 211).

Pourtant on sent chez Marx une certaine gêne lorsqu'il traite ces questions, gêne qui, en réalité, résulte de sa volonté de distinguer radicalement le capitalisme des formes qui précèdent, de son incapacité à penser les relations entre sociétés précapitalistes et d'une certaine sous-estimation du rôle moteur qu'exerce, par exemple, au Moyen Age, le commerce sur la production. Ce travers de l'oeuvre de Marx rend finalement incompréhensible l'avènement du capitalisme et conduit

même à voir dans la société bourgeoise un phénomène à part dans l'histoire de l'humanité. Il n'entre pas dans notre propos de montrer que la naissance du capitalisme n'est pas un accident, que chaque société si primitive soit-elle montre en elle-même et par les relations qui l'unissent à ses voisines, le chemin qui mène à l'Etat et au Capital et que tout processus de développement inégal pré-capitaliste n'est en un sens qu'une sorte de "répétition générale" de l'accumulation primitive. Contentons-nous d'observer que certaines recherches historiques récentes s'efforcent de renouer les liens entre le capitalisme et les modes antérieurs.

Ainsi, J. Le Goff (1972 : 41) remet-il partiellement en cause l'héritage de Marx lorsqu'il constate que les marchands médiévaux se souciaient peu des règlements des corporations et exerçaient une emprise importante sur l'économie et la société de leur temps. "Il ne faut certes pas oublier que l'économie médiévale reste fondamentalement rurale, que dans les villes l'artisanat prédomine, que les grandes affaires ne sont qu'une couche superficielle, mais par la masse d'argent qu'il manie, par l'étendue de ses horizons géographiques et économiques, par ses méthodes commerciales et financières, le marchand-banquier médiéval est un capitaliste. Il l'est aussi par son esprit, son genre de vie, par sa place dans la société". (1)

La notion d'économie mercantile qui fonctionne comme concept négatif dans l'appareil terminologique de Marx est utilisée de nos jours pour désigner des phénomènes réels, situés soit dans le temps : capitalistes du Moyen Age européen, secteur capitalistique dans le monde arabe ancien (Rodinson 1966 : 45-72), soit dans l'espace : exploitations agricoles françaises (Servolin 1972, Faure 1978) et sociétés rurales africaines (Amselle 1978, Le Bris 1978 et Reboul 1973). Dans un cas, il s'agit de signes avant-coureurs du capitalisme, dans l'autre des effets que le capitalisme exerce sur la production agraire. A propos de l'Afrique, il convient de se demander 1) si cette notion caractérise vraiment l'époque actuelle ou si elle s'applique également à la période précoloniale; 2° si sa validité ne déborde pas les villes africaines actuelles pour s'étendre au milieu rural ; 3° si cette notion ne doit pas être abandonnée au profit d'une analyse en termes de classes sociales.

1. La "petite production marchande africaine" à l'époque précoloniale.

Si l'usage de la notion de "petite production marchande" est incommode, c'est moins parce qu'elle ne permet pas de distinguer les différentes périodes précoloniale, coloniale et actuelle que parce qu'elle empêche de dégager les différents systèmes économiques dans lesquels elle intervient ou qu'elle met en rapport. C'est ainsi qu'on peut repérer, au sein de l'économie ouest-africaine

précoloniale, l'existence d'un secteur "petit producteur marchand".

Le colloque de Feetown sur le commerce et les marchés en Afrique de l'Ouest (Meillassoux 1971) ainsi que des travaux plus récents (Boutillier 1971, Amselle 1977, Roberts 1978, Launay 1978, Lovejoy 1980) ont mis en évidence l'existence de ce secteur qui se traduit notamment par la présence de courants commerciaux entre la savane et la forêt, d'une division sociale du travail entre les différentes formations sociales que ce commerce met en rapport, d'un approvisionnement en vivres des villes (Tombouctou, Djenné, Kano etc.) ou des principaux centres de production (mines de sel de Teghaza par exemple) par les paysans et d'une classe de commerçants ouest-africains (Jula, Soninké, Hausa, etc.). Le commerce, les marchés et la production artisanale pour la vente caractérisent donc tout aussi bien la période précoloniale que l'époque actuelle. D'ailleurs on retrouve souvent les mêmes catégories sociales à l'oeuvre autrefois et maintenant (Arhin 1970, Amselle 1977, Agier 1979).

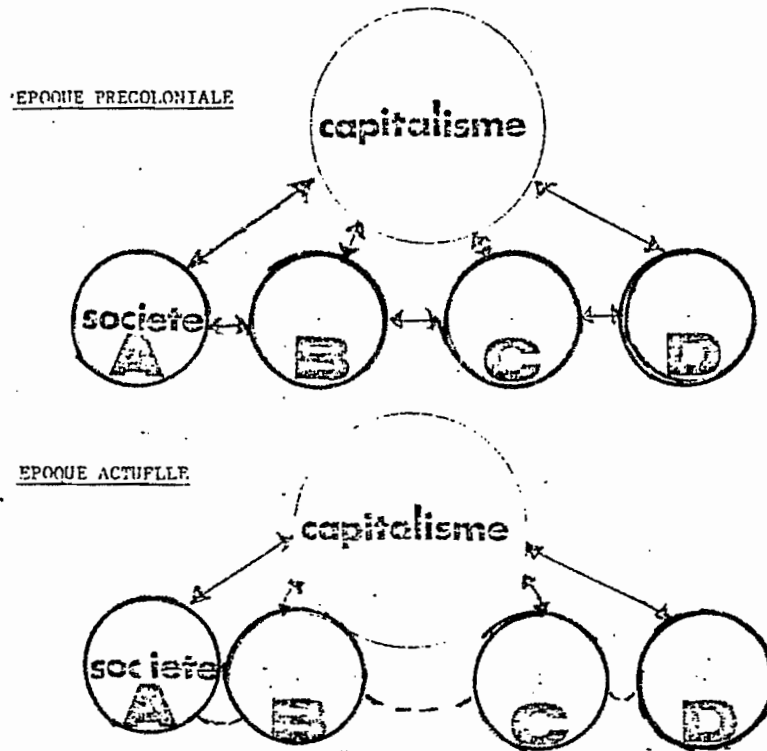
Il existait ainsi une "petite production marchande" qui était elle-même fonction des relations unissant les différentes formations sociales de cette période. Ces relations sont à replacer dans le cadre des trois systèmes qui marquaient de façon majeure les sociétés africaines : la guerre, l'esclavage et le commerce. L'existence de véritables "chaînes de sociétés" (Amselle 1977 : 275) ou d'ensembles sociaux "symplectiques" (Meillassoux 1978) définit clairement les caractéristiques du tissu économique africain précolonial et contraste de façon radicale avec les phénomènes apparus depuis la conquête.

A l'époque précoloniale, les relations intersociétales sont fondamentales quant à la définition de chaque unité et elles en déterminent même dans une large mesure la structure (Chauveau 1976 et 1977). En ce sens les économies africaines anciennes sont déjà fondamentalement mercantiles (2).

Le développement du capitalisme qui agit sur les sociétés de l'intérieur dès avant la conquête, notamment par le biais de la traite atlantique (Curtin 1975), désarticule progressivement ces relations et s'impose de plus en plus comme l'élément majeur de la reproduction de ces sociétés (3).

Alors que les relations entre sociétés africaines définissaient chacune d'entre elles et les places qu'elles occupaient dans le tout global, sans que d'ailleurs aucune ne l'emportât sur toutes les autres (le monde arabe ou les grands empires soudanais sur les autres sociétés africaines par exemple), de nos jours, un centre unique s'impose à toutes les formations sociales de ce continent, si bien qu'au fond le développement du capitalisme peut s'analyser comme le procès de désarticulation des relations entre les multiples sociétés africaines ou le passage d'une domination médiate à une subordination immédiate.

On peut représenter la transformation de ces relations à l'aide du schéma suivant :



La notion de "petite production marchande" ne permet donc pas d'établir une différence entre les activités de production marchande d'autrefois et celles d'aujourd'hui. Elle gomme les dissemblances entre les époques et noie dans un formalisme sans rivage des phénomènes radicalement hétérogènes. Il reste à savoir si elle rend compte de façon pertinente du secteur marchand urbain en Afrique contemporaine.

2. La "petite production marchande" en Afrique contemporaine : de la campagne à la ville

Si l'on définit la "petite production marchande" de l'époque actuelle par l'existence de rapports de production non-capitalistes soumis à une reproduction de type capitaliste, ou bien si l'on estime que cette forme de reproduction n'en est pas une, on peut considérer que ce type d'économie dans son instabilité et sa précarité ne caractérise pas véritablement le milieu urbain africain. Cette définition s'applique en effet tout aussi bien aux zones rurales. Celles-ci, comme on le sait, ne sont pas précapitalistes - elles ne sont pas restées intactes depuis la période précoloniale - et cependant, il est patent que même celles qui sont soumises à un système d'économie de plantation ne sont pas régies par des rapports de production capitalistes.

Il importe donc de mieux comprendre la nature des campagnes africaines : 1) pour recentrer la notion de "petite production marchande", 2) pour caractériser la fonction de ce secteur dans l'économie des villes. Pour définir les campagnes africaines, il convient de procéder à une analyse de leurs rapports, de la

façon dont elles sont agencées, et du rôle qu'elles jouent dans le système capitaliste mondial. On sait que S. Amin (1974 :33-34) distingue trois types de milieux ruraux entre lesquels s'instaure une division du travail : 1) Celles qui sont organisées pour les productions d'exportation à grande échelle sont déjà entrées dans l'ère capitaliste et sont avancées en direction d'un processus de différenciation capitaliste, 2) celles qui ont été façonnées par la politique économique coloniale, poursuivie après les indépendances, comme réserves destinées à fournir aux premières précisément cette main-d'oeuvre salariée", 3) "celles qui ne sont pas encore véritablement entrées dans le système ou plus exactement qui ne le sont que marginalement et qui sont des réserves de seconde ligne".

Cette classification, bien qu'utile, est aujourd'hui à revoir et ceci pour trois raisons. Tout d'abord il faut remarquer que les formations sociales considérées sont elles-mêmes hétérogènes et que, pour un groupe donné une autre distinction majeure et pertinente s'impose à l'analyse : celle qui différencie les migrants marginalisés dans leur milieu d'origine de ceux qui, dans le cadre de leur migration bénéficient de l'appui d'un réseau de solidarités multiples. En outre, l'économie de plantation ne peut être assimilée à une zone capitaliste (Chauveau et Richard 1977) et il faut considérer que les sociétés du troisième type, celles où la tradition est censée dominer, sont également des sociétés-réservoirs (Amselle 1976 : 27). Même les sociétés d'éleveurs voient leur reproduction dépendre en dernier ressort des liens qu'elles entretiennent avec le marché mondial, notamment par le biais de l'exportation de bétail vers les régions côtières.

Cette révision conduit à classer les campagnes africaines en deux grandes catégories : 1) celles qui sont importatrices d'hommes et dévolues aux cultures industrielles, c'est-à-dire les zones d'économie de plantation, 2) celles qui produisent des hommes et des vivres pour les régions de cultures industrielles et les villes.

Aucune de ces zones n'est capitaliste et pourtant leur reproduction est, en dernière analyse, soumise à celle du capitalisme. Nous avons ainsi affaire à une série de déterminations réciproques, au sens où les zones d'économie de plantation et les villes dépendent des sociétés productrices d'hommes et de vivres et également du capitalisme, mais où, inversement, les réservoirs de main-d'oeuvre et de vivres sont eux-mêmes tributaires des villes, de l'économie de plantation et du capitalisme puisque les migrants renvoient au lieu d'origine argent et marchandises (Amselle : 1978 a).

Les sociétés rurales productrices d'hommes et de vivres peuvent donc être définies comme des zones où règne la "petite production marchande". L'existence de ce régime de "petite production marchande" n'est au fond que le signe de la domination du capitalisme sur les campagnes. Celles-ci dépendent du capitalisme

mais ne sont pas intégralement reproduites par lui. Il s'agit d'une reproduction dégradée qui indique bien que les réserves africaines ne sont pas en transition vers le capitalisme mais bel et bien en transition vers leur disparition, comme en témoigne leur vulnérabilité, en cas de catastrophe naturelle (sécheresse par exemple).

La non-reproduction de ces économies paysannes, ou plutôt le fait que le capitalisme se reproduise de façon inégale, c'est-à-dire se reproduise aussi dans des formes de production non capitalistes (K. Vergopoulos 1974) permet deux choses : 1) de fournir des hommes et des vivres bon marché aux zones de plantation et aux villes ; 2) d'entretenir un secteur "petit producteur marchand urbain" qui fonctionne formellement sur les mêmes bases que l'économie paysanne (présence de liens de parenté, de clientèle, etc. (4) et qui constitue en fait un prolongement de cette économie dans les villes. Ce sont en gros, les conclusions que l'on peut tirer du travail de C. Meillassoux (1975) sur l'exploitation de la communauté domestique par l'impérialisme.

Il faut bien considérer en effet que le débat sur le "secteur informel" renvoie à un autre débat : celui qui concerne les possibilités pour le capitalisme d'extraire une plus-value accrue par l'exploitation de travailleurs vivant indirectement de la production des communautés rurales. Citons pour mémoire le fait que le village assume les coûts de formation d'hommes et de femmes qui partent à la ville à l'âge productif ; très souvent, les urbains de fraîche date laissent au village femmes et enfants et comptent sur leur famille pour payer leur libération d'apprentissage ou faire l'acquisition de machines ; le village reste dans presque tous les cas le meilleur lieu de repli en cas de maladie ou de chômage et le retour à la ferme est presque indispensable lorsqu'arrive la vieillesse. Ces considérations renvoient à la nécessité d'entreprendre sur une grande échelle l'étude des retours périodiques ou définitifs au village (Le Bris, op. cit.) afin d'essayer de montrer que la balance charges-bénéfices est globalement défavorable au milieu rural. L'établissement de cette balance doit également s'accompagner d'une évaluation de la plus ou moins grande autonomie de reproduction de la société rurale.

Le "pompage" des sociétés rurales contribue à expliquer l'extrême vulnérabilité de ces sociétés que l'on prive de force de travail sans apport compensatoire de capital. Dans le même ordre d'idées, la nécessité de dégager des surplus vivriers de plus en plus importants pour l'approvisionnement des villes explique la désorganisation des systèmes agraires et la dégradation des sols qui atteint souvent des niveaux tels que des investissements très lourds seraient nécessaire pour les reconstituer.

Le mode opératoire du capitalisme est bien d'intégrer dans son procès de production tous les éléments extérieurs comme des sources supplémentaires de

revenus. La grande contradiction ne serait donc pas entre agriculture capitaliste et secteur "domestique" mais entre agriculture et capital urbain. Cependant, nous verrons plus loin qu'il faut dépasser cette vision "économiste" des choses.

On constate donc un phénomène de symbiose entre les réserves d'hommes et de vivres d'une part, l'économie de plantation et les villes d'autre part. C'est ainsi que le "secteur informel" des villes ne peut fonctionner que grâce aux zones rurales qui produisent des hommes et des vivres bon marché. Le secteur infra-capitaliste des villes ne peut subsister que grâce au secteur infra-capitaliste des campagnes et réciproquement.

3. La "petite production marchande" et les classes sociales

Le fait marquant est l'absence de solution de continuité entre la campagne et la ville; entre les régions productrices de main d'oeuvre et de vivres et celles qui en importent de sorte qu'il n'est pas possible d'isoler un secteur "petit producteur marchand" urbain ou mêmes certaines catégories sociales urbaines. Il est nécessaire pour définir ces petites activités marchandes en ville de considérer l'ensemble de la "petite production marchande" urbaine et rurale et d'évaluer sa nature de classe. L'étude du "secteur informel" renvoie ainsi à l'analyse des différentes classes sociales dans chaque formation étatique africaine. Il convient en particulier de se demander si ce n'est pas la rareté et la faiblesse des luttes sociales dans ce secteur qui expliquent la modicité du coût de la force de travail et des biens de subsistance du petit peuple des villes et des campagnes. Si cette proposition est vraie, il faut envisager le fonctionnement de ce système économique dans le cadre plus vaste des groupes et des classes en présence et de leurs idéologies et situer "la petite production marchande" urbaine et rurale par rapport à l'antagonisme principal des formations étatiques africaines : celui qui oppose la bourgeoisie d'Etat ou comprador au peuple des villes et des campagnes (J.P. Olivier : 1975 ; J.P. Chauveau et J. Richard : 1977 ; I. Hamady : 1978 ; J.L. Amselle : 1978b).

Ces bourgeoisies d'Etat ou comprador sont les représentantes du capitalisme mondial et se reproduisent en partie grâce à l'aide internationale. Cependant elles perpétuent également leur domination en tant que classes économiques grâce au surplus qu'elles prélèvent sur la paysannerie (impôt, commerce d'Etat des céréales, caisses de stabilisation, opérations de développement, etc.) et à leur transformation en bourgeoisies agraires (constitution de propriétés foncières autour des villes) artisanales et industrielles. La métamorphose de ces bourgeoisies d'Etat en bourgeoisies agraires, artisanales et industrielles, s'explique par l'instabilité et la précarité des positions

qu'elles détiennent dans l'appareil d'Etat, par le désir de transformer leur pouvoir politique en pouvoir économique et leur volonté de devenir des classes intervenant dans la production.

Cette aspiration est renforcée par la stratégie de la Banque Mondiale et des principaux bailleurs de fonds internationaux qui sont soucieux de voir émerger une classe d'entrepreneurs moins dépendante de la manne internationale et qui n'apparaisse pas simplement comme la représentante du capitalisme mondial à l'échelon de chaque pays. Ce type de stratégie a permis l'émergence dans le champ scientifique d'une notion qui est née de la pratique de ces institutions mais qui n'a aucun fondement théorique.

Au fond, le "secteur informel" et "petit producteur marchand" des villes n'est qu'une des composantes du surplus prélevé par les classes dirigeantes en Afrique. On sait, en effet, que bon nombre d'activités ressortissant à ce secteur sont liées de façon très étroite à des positions détenues par les membres des classes dominantes dans les appareils d'Etat (exemples : taxis, activités rurales péri-urbaines, secteur de la construction, etc.). Ce surplus qui prend sa source dans le secteur marginal profite au premier chef à ceux qui occupent le sommet de l'appareil d'Etat et ne se reproduit que dans le cadre du capitalisme international et en définitive à son profit. Il ne peut être prélevé que grâce aux conditions d'exploitation de la force de travail qui sont particulièrement favorables en Afrique, du fait de la rareté des luttes sociales. Ce bas prix de la force de travail permet aux bourgeoisies d'Etat africaines de se reproduire en dépit des faibles salaires qu'elles perçoivent et indépendamment du pillage de l'appareil d'Etat auquel elles se livrent.

C'est donc, en dernière analyse, à un examen des formes de la conscience sociale en milieu urbain que renvoie l'étude du secteur infracapitaliste des villes en Afrique. La mise en évidence des modes d'adhésion à la hiérarchie socio-économique, des résistances lorsqu'elles se produisent devrait permettre d'élucider les causes du bas prix de la force de travail dans ce secteur. D'ores et déjà, on peut établir que la rareté des luttes sociales est à mettre en relation avec l'excédent de l'offre de la force de travail sur la demande, le détournement par les travailleurs d'une partie de la production, l'acceptation par ces derniers de l'apprentissage comme forme de salariat non rémunéré (5) et les formes de redistribution internes à la ville qui portent à la fois sur les salaires versés et sur les vivres.

NOTES

- (1) Cf. également Espinas.
- (2) Chauveau, J.P. (1980). Nous n'avions pas connaissance de ce texte lors de la rédaction de cet article. Il va tout à fait dans le sens de l'argumentation développée.
- (3) Pour ce qui concerne la "chaîne" Hausa-Tamasheq voir Lovejoy (1975).
- (4) Cf. notamment pour le commerce de la cola, du bétail, du poisson séché et fumé, Anselle (1977).
- (5) Grégoire (1979).

BIBLIOGRAPHIE

- AGIER, M. (1979) Commerce et sociabilité. Les marchands de bétail entre la Haute Volta et Lomé. ORSTOM, Lomé, 56 p., ronéo.
- AMIN, S. (1974) (éd.) Modern migrations in West Africa / Les migrations contemporaines en Afrique de l'Ouest. Londres, Oxford University Press pour l'Institut International Africain.
- AMSELLE, J.L. (1976) (éd.) Les Migrations Africaines. Paris, Maspéro.
- " " (1977) Les Négociants de la Savane. Paris, Anthropos.
- " " (1978) "Migration et société néo-traditionnelle : le cas des Bambara du Jituru", Cahiers d'Etudes Africaines, XVIII, (4), 72, pp. 487-502.
- " " (1978) "La conscience paysanne : la révolte des Ouolossébougou juin 1968, Mali", Revue Canadienne des Etudes Africaines, XII (3), pp. 339-355.
- ARHIN, K. (1970) "Aspects of the Ashanti northern trade in the 19th century", Africa, XL, 4, pp. 363-373.
- BALIBAR, E. (1965) "Sur les concepts fondamentaux du matérialisme historique" in Althusser et al. Lire le Capital. Tome II, Paris, Maspéro, pp. 187-332.
- BONTILLIER, J.P. (1971) "Les effets de la disparition du commerce précolonial sur le système de production Koulango", Cahiers ORSTOM, Série Sc. Hum., 1971, VIII (3), pp. 243-253.
- CHAUVEAU, J.P. (1976) Note sur les échanges dans le Baule précolonial" Cahiers d'Etudes Africaines, 1976, XVI, (3-4), 63-64, pp. 567-602.

- CHAUVEAU, J.P.(1977) "Société baule précoloniale et modèle segmentaire : le cas de la région de l'okumbo", Cahiers d'Etudes Africaines, XVII, (4), 68, pp. 415-434.
- CHAUVEAU, J.P.(1980) Le "secteur informel" en pays baule : "création coloniale" ou "survivance d'activités traditionnelles" ? 16 p., ronéo.
- CHAUVEAU, J.P. (1977)
RICHARD, J. "Une périphérie recentrée ; à propos d'un système d'économie de plantation en Côte d'Ivoire", Cahiers d'Etudes Africaines, XVII, (4), 68, pp. 485-523.
- COPANS, J.(1977) "Politique et religion", Dialectiques, 21, pp. 23-40.
- CURTIN, P.H.(1975) Economic change in precolonial Africa. 2 vol. University of Wisconsin Press.
- ESPINAS, G.(1933) Les origines du capitalisme. I. Sire Jehan Roinebroke, patricien et drapier douaisien (?-1286 environ). Lille.
- FAURE, C.(1978) Agriculture et capitalisme. Paris, Anthropos
- GREGOIRE, E.(1979) L'artisanat dans la ville de Maradi, République du Niger, Ministère du Plan, Service Départemental du Plan.
- HAMADY, I (1978) "Bureaucratie et corruption au Mali", Peuples noirs, Peuples africains, (5), pp. 10-28 ; (6), pp. 20-49.
- LE BRIS, E. (1978) "Migration and the decline of a densely populated rural area : the case of Vo-koutime in South-East Togo", African Perspectives, (1), pp. 109-125.
- LE COFF, J. (1972) Marchands et banquiers du Moyen Age. Paris, PUF.
- LOVEJOY, P.E.(1980) "Kola in the history of West Africa" à paraître in Cahiers d'Etudes Africaines.
- LOVEJOY, P.E.
BAIER, S. (1975) "The desert-side economy of the Central Sudan" The International Journal of African Historical Studies, VIII, (4), pp. 551-581.
- MARX, K. (1968) Oeuvres. Economie II. Paris, Callimard.
- MEILLASSOUX, Cl.(1971) The development of indigenous trade and markets in West Africa / Le développement du commerce et des marchés en Afrique de l'Ouest. Londres, Oxford University Press pour l'Institut International Africain.
- MEILLASSOUX, Cl.(1975) Femmes, greniers et capitaux. Paris, Maspéro.
- " " " (1978) "Rôle de l'esclavage dans l'histoire de l'Afrique occidentale", Anthropologie et sociétés, II (1), pp. 117-148.
- OLIVIER, J.P. (1975) Afrique : qui exploite qui ? Les temps modernes, (346), pp. 1506-1551 ; (347), pp. 1744-1775.

- REBOUL, C (1973) "Structures agraires et problèmes du développement au Sénégal". Les unités expérimentales du Sine Saloum." Tiers Monde XIV, (54), pp. 403-416.
- ROBERTS, R. (1978) "Long distance trade and production : Sinsanni in the nineteenth century". Halifax, 48 p., ronéo.
- ROBINSON, M. (1966) "Islam et capitalisme". Paris, Seuil.
- SERVOLIN, C. (1972) "L'absorption de l'agriculture dans le mode de production capitaliste" in L'Univers politique des paysans, Cahiers de La Fondation Nationale des Sciences Politiques, n° 184. Paris, Armand Colin, 1972, pp. 41-77.
- VERGOPOULOS, K. (1974) "Capitalisme difforme : le cas de l'agriculture dans le capitalisme" in Amin, S. et Vergopoulos, K., La question paysanne et le capitalisme. Paris, Anthropos, Idep., pp. 63-284.